



Réseau Théophraste¹

Roundtable on the impact of COVID 19 crisis on the teaching of journalism in Francophonie 21 novembre 2021 – webinaire

Participants: Jean-François Raskin, Nordine Nabili, Henri Hassogba, Hamida El Bour, Abdelatif Bensfia, Pascal Guenee, Sami Oueslati, Marc-François Bernier, Gervais Mbarga, Marc-Henri Jobin, Laurent-Charles Boyomo, Eric Nahon, Schenfora Konate, Amandine Bisqueret

Introduction (Jean-François RASKIN, Président du Réseau Théophraste)

Depuis 18 mois, l'enseignement supérieur a dû s'adapter aux réalités du confinement, a dû trouver une nouvelle rythmique dans l'art de transmettre, et dans l'art de faire.

On a migré vers un enseignement théorique en distanciel en streaming, avec des classes inversées, des productions de contenus en ligne. Du côté des cours pratiques et des exercices, bien souvent, on s'est trouvé à peu près tous dans l'obligation de donner davantage d'autonomie aux étudiants, avec parfois moins d'encadrement et une actualité qui a été très focalisée sur la situation sanitaire, dans une configuration où la profession elle-même était soumise à des pressions. Que ce soit en termes d'emploi, de disponibilité, mais aussi de questionnement sur les pratiques et sur le métier. Comme dans toute situation de crise, le paradoxe réside dans le fait d'un côté la profession elle-même est touchée, comme toutes les autres d'ailleurs, par le virus, par la maladie et donc l'absentéisme et de l'autre, on observe une augmentation significative des audiences, des médias traditionnels comme celles des plateformes Internet ou des médias dits alternatifs, parfois même créés spécialement pour couvrir cette crise.

Et enfin, dernière chose, la méfiance vis à vis de la presse en général reste préoccupante, même si les audiences sont fortes, et même si les derniers sondages

¹ Réseau mondial des écoles francophones en journalisme

sur le sujet sont un peu plus encourageants. On a vu en retour quelque part vers des médias plus traditionnels et des audiences 2021, soit nettement meilleure que les audiences 2020.²

Nous nous trouvons dans une période de questionnement intense où il nous faudra appréhender le futur de la profession, faire le bilan et une évaluation de nos pratiques ces derniers mois et chercher la meilleure manière pour adapter nos enseignements à cette nouvelle réalité.

Nordine NABILI, Président du Master en Presse et Information à l'IHECS- Bruxelles

La COVID-19 révélateur des inégalités entre étudiants

Personne n'aurait imaginé que, du jour au lendemain qu'on se retrouve complètement confiné. C'est une situation de peur, une sidération incroyable. On a tous nos doutes, tous nos convictions. Finalement, nos certitudes ont volé en éclats puisqu'il fallait du jour au lendemain tout changer.

Le Covid a exacerbé toutes les situations, à d'abord par les inégalités. Tous les étudiants ne sont pas égaux devant le confinement et les cours à distance. Les conditions matérielles pour suivre un cursus se sont révélées déterminantes.

On s'est retrouvé devant un fait accompli : il fallait passer du présentiel au distanciel.

Pour le coup, on s'est retrouvé assez facilement, évidemment, avec les moyens technologiques dont nous disposons ici à l'IHECS. On a des étudiants qui sont finalement assez habiles et intuitifs d'un point de vue des technologies.

A l'exception de ces étudiants, une grande partie a réussi très vite à migrer.

On s'est rendu compte, que ce soit au niveau des équipes pédagogiques ou des cohortes d'étudiants, qu'une grande partie était bien équipée techniquement, avaient des connexions valables, avaient les moyens de travailler à la maison.

Sur la question, finalement, de la fracture que tout cela va générer. Nous, on s'est très vite retrouvé avec un certain nombre d'étudiants qui étaient en difficulté technique, qui étaient en difficulté financière aussi puisque qu'ils ne pouvaient plus sortir pour travailler. Souvent, le petit job était la source principale de revenu. Un certain nombre d'étudiants ont du retourner chez leurs parents. Ce n'est pas si simple à 22 ou 23 ans.

La période a été vécue chez certains comme une espèce de régression.

² <https://fr.statista.com/infographie/25174/niveau-de-confiance-dans-les-medias-par-pays/>



Poursuivre les enseignements

Il a fallu non seulement continuer à enseigner, à animer les ateliers, les cours généraux, en distanciel, mais il a fallu aussi accompagner les étudiants qui étaient le plus en difficulté, matérielle comme psychologique.

Le conseil social, organe d'aide aux étudiants, a d'ailleurs négocié des partenariats avec des thérapeutes pour aider à surmonter la période.

Le deuxième confinement a été mieux mieux géré. La migration vers des plateformes en distanciel a été quasi automatique mais on s'est vite rendu compte que l'enseignement en distanciel avait certaines limites. Même si la technique est un formidable stimulateur d'innovation, et beaucoup de nos enseignants ont réalisé des vidéos, des podcasts, des tutos, des DVD, des classes inversées, les détresses, les difficultés, les décrochages sont des éléments qui sont remontés aux autorités académiques. On a aussi aujourd'hui des étudiants que nous n'avons pratiquement jamais rencontrés physiquement.

C'est un regret aussi bien chez les étudiants que chez les enseignants.

Travailler plus et plus disponibles

L'autre problème, c'est évidemment que le distanciel exige aussi des efforts supplémentaires. Si on peut faire des économies d'énergie et de déplacement, diversifier les formats ça ne veut pas dire qu'on travaille moins. On travaille beaucoup plus en réalité.

On a eu des équipes pédagogiques qui étaient connectées de 8 h et demi du matin jusqu'à parfois 19 h 30 - 20 h. Parfois sur deux ou trois écrans ou WhatsApp avec des étudiants ou encore sur Teams, avec des collègues.

Et donc, du coup, cette difficulté de gestion, à la fois de son enseignement, mais aussi de sa vie privée, a été compliquée. Ce qui a donné lieu à des fatigues psychologiques et physiques de la part d'un certain nombre d'enseignants.

Le métier de journaliste est un métier de contact. On n'avait plus de contact du jour au lendemain. Ce métier est devenu un métier à distance et notamment rapport aux sources.

Les ateliers pratiques et le rapport aux sources

Au-delà des exercices, évidemment pédagogiques, le rapport aux sources a été interrompu sauf celles en provenance des instances officielles.

Notre démarche a été évidemment contrariée.

De plus, on s'est très vite rendu compte que les gens qui étaient présents pour pouvoir répondre à nos étudiants, pour pouvoir donc agir avec eux sur un certain nombre de sujets,



n'étaient que des experts, ce qui a eu comme conséquence l'omniprésence de ces derniers dans les contenus.

Nous avons une source officielle ultra dominante qui détenait un quasi-monopole de l'information. Nos ateliers ont beaucoup souffert justement de cet aspect du rapport aux sources.

Et l'autre aspect, c'est qu'on a eu une vraie riposte sur les réseaux sociaux parce qu'effectivement, il y a une consommation d'information qui était hallucinante à la télévision.

Mais on a bien senti en tous les cas lorsque l'on a suivi ces actualités avec les étudiants, que ce soit dans les exercices ou dans les cours, que les populations avaient un réel besoin de s'informer. Elles se sont retrouvées devant les médias classiques entre autres mais se posaient toujours la question de qui parle et pour qui on parle.

Vers une hybridation des pratiques

D'un point de vue de l'innovation technique, je pense qu'on a un potentiel assez intéressant avec le distanciel.

Il y a un certain nombre de demandes de changement de modèle économique qui sont en cours et qui dit changement de modèle économique dit aussi évidemment des emplois qui vont disparaître. Et donc là, il y a là, il y a une vraie transformation des modèles opérationnels au sein des médias.

Cela pose la question, évidemment, de ce que nous allons proposer comme offre pédagogique ?

Un autre aspect réside dans les nouveaux modes de consommation. Aujourd'hui, et on le voit bien, les mobinautes sont beaucoup plus importants aujourd'hui que les téléspectateurs, les auditeurs ou les internautes. De ce point de vue-là, la question qui est posée aussi à la formation qui est la nôtre aujourd'hui, c'est que l'on fabrique aujourd'hui de l'information avec des mobiles et l'on consomme aussi l'information avec des mobiles.

La question des supports mais aussi celle des nouvelles narrations se posent. La crise de la Covid accélère finalement toutes ces interrogations qui étaient déjà à l'ordre du jour au sein de la profession.

Polyvalents ou spécialistes

On voit bien aujourd'hui que la question de la spécialisation revient

Hier on considérait qu'il fallait plutôt être polyvalent, on se rend bien compte aujourd'hui que devant une parole experte, il faut avoir des journalistes qui ont une vraie connaissance du secteur. Et je pense que le journalisme scientifique va prendre de plus en plus de place.

Au même titre que le journalisme spécialiste du climat ou des urgences sociales, autour des questions de genre,...

Sans doute que cette question devra faire l'objet d'un réel débat au sein des rédactions avec les conséquences qu'on peut imaginer sur nos métiers de formateurs.

Hamida El BOUR (Directrice IPSI – Université de la Manouba TUNIS)

Le monopole de la presse a vécu

En Tunisie, j'ai pu faire le constat que l'audiovisuel s'est plutôt bien comporté en termes d'audience.

Dans la presse écrite, en règle générale, on a des bons journalistes et un certain nombre travaillent sur les questions scientifiques, des questions médicales, des questions de climat. On a d'ailleurs une presse spécialisée dans ces domaines.

La difficulté, c'est que techniquement, nous, en tant que journalistes, on a été mis en concurrence avec le public qui est aussi capable de produire une information, puisque la technique est aujourd'hui plus accessible et plus facile. Donc là-dessus, le quasi-monopole de la production d'informations a vécu.

Et d'un autre côté, il y a une parole très experte. Et donc, du coup, il faut pouvoir retrouver quelques forces, à la fois technique et évidemment de contenu.

Intégrer la dimension scientifique dans les cursus

A l'IPSI, nous réfléchissons à créer une ou des formations spécifiques autour du domaine de la science ou du domaine du climat, parce que nous pensons que ce sont des aspects aujourd'hui qui peuvent compter dans un CV. Lorsqu'un patron de presse souhaite recruter un journaliste, il a à la fois la capacité à produire une information. Mais il y a aussi peut-être une connaissance réelle d'un certain nombre de thématiques qui deviennent aujourd'hui des thématiques centrales dans le débat politique. Nous avons des journalistes qui font de la politique ou de l'économie, qui suivent le sport ou la culture parce que c'était le sommaire de nos journaux. Aujourd'hui, il faut aller plus loin.

Les patrons de presse sont demandeurs aujourd'hui de profils de jeunes journalistes habiles, techniquement capables de décliner une information sur plusieurs supports. Mais ils souhaitent aussi avoir des profils qui possèdent une connaissance un peu plus précise de matières plus scientifiques.



L'inconfort vécu aujourd'hui au sein des rédactions est l'expression d'une fragilité, et notamment de la télévision. Il a fallu s'appuyer sur des paroles expertes, des médecins et chercheurs en mettant tout entre leurs mains.

Le rôle du journaliste est de confronter, nuancer ou chercher plusieurs sources, justement pour donner des éléments d'information. Oui, on est resté trop souvent dans l'acceptation d'une parole en ne pouvant pas faire les recoupements et vérifications nécessaires.

En 2005, le master professionnel en communication et santé a été lancé. C'était justement pour former des journalistes qui pouvaient traiter de l'information scientifique. En parallèle, on avait aussi un master professionnel en journalisme environnemental. Mais malheureusement, nos diplômés n'arrivaient pas à trouver un emploi. On leur disait que ce sont deux spécialités dont on n'a pas besoin. Ils étaient obligés de se reconverter dans les thématiques ordinaires.

Comment l'IPSI s'est adapté aux contraintes liées au Covid-19 : enseignement à distance ou accompagnement pédagogique ?

Bien évidemment, il y a deux phases. La première phase était la phase du printemps 2020. Là où on était vraiment confiné, il n'y avait pas de contact entre les étudiants et les institutions. Il y avait des cellules de crise qui ont été créées au sein de chaque institution et il y a une cellule de crise au niveau de l'Université.

Par la suite, on s'est rendu compte que ça pouvait se prolonger indéfiniment. Et donc, c'est là qu'on a commencé à parler de l'enseignement à distance. Dès que le mot a été lâché, il y eu une panique, essentiellement au niveau des étudiants, mais également au niveau des enseignants en raison des disparités d'accès aux outils. Et donc, le ministère a dû adapter plus ou moins son discours en parlant d'accompagnement pédagogique. Parce que le concept même d'enseignement à distance suppose tout un dispositif et des règles qui n'existaient pas même si nous avons en Tunisie, dans le cadre de la loi de 2008 qui régit l'enseignement supérieur, la possibilité d'assurer des enseignements à distance au niveau de quelques unités et depuis 2002, nous avons quand même une université virtuelle qui était censée accompagner les autres universités dans la mise en place et l'aménagement d'un enseignement à distance.

Mais donc là, on était dans un moment de pédagogie, de crise et donc pendant cette période, on a formé les enseignants qui n'étaient pas suffisamment formés à l'utilisation de la plateforme de l'université virtuelle.

Mais par la suite, on s'est rendu compte que du moment que l'interactivité n'était pas garantie par ce type de plateforme, les enseignants ont chacun adapté ou choisi plus ou moins leur manière de faire.

Certains ont utilisé les réseaux sociaux numériques, d'autres Zoom, d'autres Google. Et nous, les institutions, étions tenus de fournir des salles aux étudiants qui n'avaient pas d'ordinateur



ou n'avaient pas de tablette pouvaient se connecter. Il y a eu aussi l'action de solidarité pour l'achat de tablettes qui ont été distribuées par la suite aux étudiants.

Mais on a privilégié essentiellement les enseignements pratiques des ateliers de production qui ne pouvaient pas avoir lieu à distance ; le reportage ou l'enquête ne sont pas des enseignements qu'on peut faire à distance. On peut donner les règles générales, mais il y a quand même une partie pratique que l'étudiant ne sait pas maîtriser.

Puis, par la suite, la deuxième phase, c'était la phase de la rentrée 2020 et on était mieux préparé.

L'enseignement à distance n'est pas possible pour enseigner la pratique.

On a fait une enquête par questionnaire auprès des étudiants et des enseignants. Et ce qui ressort de de la part des étudiants, c'est que et même pour l'avenir, ils disent que l'enseignement à distance est adapté pour des enseignements théoriques, mais pas pour les enseignements pratiques.

Reste le problème des moyens et de la connexion qui ne peut pas se résoudre du jour au lendemain.

Un autre problème, très grave celui-là, c'est le stage. Les étudiants de deuxième année master et troisième année licence doivent réaliser un stage.

Les étudiants étaient en colère parce que les entreprises de presse ne pouvaient pas les accueillir. Idem pour les entreprises. Il a fallu réagir, trouver les moyens de garantir un minimum de pratique professionnelle pour les étudiants.

Et donc, ça nous a fait un énorme travail de communication auprès de nos partenaires pour les convaincre d'accueillir des étudiants même un jour par semaine.

Il y a le personnel journalistique, personnel, de production qui était touché aussi par la pandémie. L'encadrement était quasi impossible.

Démocratisation de l'enseignement ?

Une fois qu'on a réglé les problèmes techniques et les aspects pratiques (décentralisation des ateliers, stages dans les lieux de vie...) est-ce que finalement l'enseignement à distance ne serait pas une forme de démocratisation de l'enseignement, ?

Chacun peut suivre un cours, même s'il est éloigné de dix, 50, 100, 200 000 km. Finalement, est ce qu'on n'est pas dans une sorte d'internationalisation de nos enseignements qui vont nous permettre demain d'offrir des cours et des enseignements pratiquement à la terre entière ?



Marc-Henri Jobin, Directeur du CFJM (Centre de Formation au Journalisme et aux Médias) - LAUSANNE

Une demande spécifique de profils mais pas spécialement des journalistes scientifiques.

Il y a une demande de jeunes journalistes, mais pas tant des journalistes spécialisés en journalisme scientifique ou avec des profils scientifiques ou de médecine. En fait, ce qui est demandé, ce sont des journalistes qui savent rechercher l'information, croiser les sources, détecter les fake news et les corriger et arbitrer l'information.

Plus que des spécialistes qui iraient faire la leçon ou poser des questions à peine plus pertinentes aux professeurs qui auraient à la fin quand même le dernier mot, des journalistes capables de voir aussi que les experts qu'on avait sur les plateaux télé ou bien même en interview dans les journaux, découvraient aussi la réalité des faits et n'en savaient parfois pas beaucoup plus.

Qu'est-ce que c'était que cette de cette maladie, ses conséquences, son impact ? Se poser sans cesse la question sans affirmer et prendre parti. On a de nouveaux scénarios, maintenant qu'on voit que les vaccins ne sont pas assez opérants, pas autant visiblement qu'on ne l'imaginait et que finalement, on a quand même beaucoup de gens contaminés.

Le but, ce n'est pas de connaître mieux le sujet que les experts c'est savoir gérer l'information et la conditionner, la vérifier, etc.

C'est surtout ça qui est demandé et c'est là-dessus qu'on a insisté.

Une demande en data journalisme

Nous avons eu une demande en augmentation de data journalisme lorsqu'il s'est agi de compiler les différentes données transmises par les différentes régions de Suisse et de les comparer à l'international, par exemple.

On a vu que la Belgique s'était un peu fait du mal à elle-même en étant très sincère sur les chiffres de la pandémie et passait pour le mauvais élève d'Europe alors qu'elle donnait juste des chiffres qui étaient complets par rapport à d'autres pays.

Donc, quand on a découvert ça, on a pu amender les choses. Les journalistes ont pu arbitrer les chiffres officiels et les mettre en relation. Et puis corriger les défauts qui avaient entre les bases scientifiques des différentes collectes de données qui nous venaient de Suisse, de Belgique, de France, etc. Qui n'étaient pas comparables bien évidemment. Mais j'ai trouvé admirable que les journalistes spécialisés en data quelque part, remettent d'équerre toutes ces données pour qu'on puisse vraiment les rendre comparables.

Enfin, toutes nos formations se sont déroulées à distance, sauf certaines journées de mise en pratique. Là, on a obtenu des exceptions, notamment aussi pour donner le matériel et réceptionner le matériel. Nos formations sont très orientées sur la mise en pratique, mais malgré cela, on a tout pu mettre à distance et même l'exercice pratique par Zoom s'est révélé positif. Les gens ont pu suivre les cours. Ils ont été suivis de manière assidue après un débriefing à distance et des travaux se faisaient chacun dans son environnement, avec des nouvelles techniques qu'on a aussi admises, d'interview à distance, etc.

On a dû s'adapter, mais ça a marché. Alors c'est vrai qu'on a dû aussi former nos formateurs. Ceux qui avaient peur ont dû s'y résoudre. Et puis finalement, ça a permis aussi de passer des caps et de s'y mettre.

On a travaillé beaucoup avec Zoom. On a pu faire des classes séparées pour montrer la pratique. Cet automne, on a gardé, par exemple, tous les toutes les phases de débriefing et de restitution travaux, débriefing, donc à distance, parce que ça nous a paru beaucoup plus démocratique comme système, puisque tout le monde avait le même temps à disposition. Donc, il y a un peu de partage et chacun dispose de quinze minutes, 20 minutes, une demi-heure, trois quarts d'heure à tour de rôle pour être briefé sur des listes.

Résultats encourageants. La qualité n'a pas souffert pour les exercices, moins évident pour les stages

Sur les travaux effectués lorsqu'on a dix semaines de formation avec dix exercices, la qualité s'est révélée de même niveau par rapport à ce qu'on avait vécu auparavant.

Par contre, on a vu une baisse de la qualité dans les travaux des stagiaires qui devaient refléter l'apprentissage qu'ils suivaient dans leur rédaction. Et là, on a vu qu'il y avait une baisse de la qualité produite parce qu'ils étaient moins bien accompagnés, parce qu'ils étaient à distance aussi eux-mêmes dans les rédactions.

C'est un enseignement qu'on a gardé maintenant. La dernière remarque que je veux faire, c'est que on ne peut pas garder le même enseignement à distance à l'avenir que celui qu'on a pratiqué pendant cette crise parce qu'on était dans une situation où il fallait agir coûte que coûte.

Il faut, si on veut continuer de tirer profit finalement de certains aspects très positifs d'enseignement à distance, pouvoir imbriquer l'enseignement en présentiel et l'enseignement à distance dans un processus plus global.

Nous préférons à l'enseignement hybride le nom d'asynchrone avec des phases de préparation, de suivi et de finalisation à distance avec des rencontres en présentiel intermédiaire ou au début à la fin. Ça dépend un peu des formats de formation que l'on a et ça, je pense que c'est ce vers quoi nous nous

Du reste, on a collaboré avec un autre centre de formation qui est en Valais, qui a déjà commencé ce type de formation avant même la crise et qui nous montre un peu la voie à



suivre pour créer des formats hybrides au sens de phases intercalaires, soit complètement à distance, où l'apprenant apprend de lui-même, etc.

Eric Nahon, Directeur adjoint à l'IPJ (Institut Pratique du Journalisme) Université Paris Dauphine et Président de l'EJTA

L'expérience française, un « stage école »

Je vais un peu plus développer ce qu'on a fait à l'IPJ et dans d'autres écoles françaises. On en a profité pour resserrer les liens entre les différentes écoles françaises à travers des conférences de crise qui avaient lieu tous les mercredis matin. Pour coordonner nos enseignements, tous ensemble, avec des différentes solutions testées, des solutions voir ce qui était possible.

Pendant le premier confinement, on a entièrement basculé en distanciel comme tout le monde, avec quand même une différence notable entre nos premières et nos deuxièmes années de master qui devaient effectuer leur stage.

Ensuite, au deuxième confinement, nous avons eu la possibilité de refaire venir des étudiantes et des étudiants sur des petites périodes pour les enseignements techniques.

Les stages n'ont pas été possibles et nous avons cherché à valider ces stages par différents moyens et notamment on a travaillé sur un site organisé par les étudiants supervisés par moi et par une collègue qui valait stage professionnel, c'est à dire que le média était un vrai média qu'on a lancé ad hoc sur Internet, dirigé et géré entièrement par les étudiants. Notre rôle était finalement celui de conseillers éditoriaux, ce qui a permis de valider ces stages.

Il est utile de tester de nouvelles techniques pédagogiques mais il est aussi nécessaire de prendre son temps.

En ce qui concerne les cours, pour aller et rebondir un peu sur ce que disait Marc Henry, effectivement, on a passé un cap et il va être très intéressant d'imaginer la suite, mais pas tout de suite. C'est à dire que je pense que nous, autour de cette table, nous avons une idée assez précise des cours qui peuvent basculer en distanciel de comment générer de l'interactivité.

Comme le disait Marc Henri être en petit groupe, gérer ça avec Team, Zoom, parfois même avec les deux c'est intéressant. Mais comment on gère aussi le Tchat, l'interactivité ? Tout ça dans le cadre d'un cours.

Passer aussi des modules via des partages d'écran, faire des exposés, tout ça fonctionne, très bien. Je pense mieux à distance qu'en présence et je voulais le continuer cette année. Mais



les étudiants y ont été farouchement opposés. Je pense que d'ici deux ou trois, ans, le trauma aura disparu et on aura des étudiants qui étaient encore au lycée quand ça s'est passé.

Mais pour l'instant, les étudiantes et les étudiants ne veulent absolument pas entendre parler de distanciel, hormis quand il s'agit d'urgences ou quand le cours a lieu très tard et que le prof ne peut pas être là.

Et que plutôt que de rentrer à 21 h chez eux, ils font finalement les deux dernières heures en distanciel. Mais pour l'instant, on a un vrai, un vrai veto de la part des étudiantes et étudiants qui ont subi un réel trauma parce qu'on en a trop fait sur le distanciel du 8 h, 18h, 20 h parfois pour certains projets à passer, de la technique de la photo, analyse d'image à l'éthique, en passant par la théorie des fake news ou autres. Quand, après une journée de conférence avec trois breaks, je pense que ce qu'on a infligé à nos étudiantes et étudiants, en voulant trop faire, en voulant bien faire ça a été un peu trop. Qui trop embrasse mal étreint. Donc, on aura, je pense, des choses à envisager sur un distanciel choisi par nous sur certains modules d'enseignement, y compris des apprentissages très techniques pour que cela fonctionne.

Un média interne comme outil pédagogique

Puisque les étudiants ne pouvaient effectuer un stage, nous avons décidé de créer un média en interne pour les placer dans des conditions de travail professionnelles quasi réelles.

On a passé du temps avec ma consœur à définir les contours et les bases. Il fallait qu'on ait des bases solides. Donc très clairement, on a décidé nos modalités de travail qu'on commencerait à 9 h et qu'on terminerait à 17 h, qui aurait aucune réunion après 17 h, etc.

Le mode d'organisation reposait sur 22 rédacteurs en chef. Différents pôles. On parlait d'une trentaine d'étudiants à motiver et on a défini ensemble la ligne éditoriale. Moi, je voulais qu'on parle de la situation exceptionnelle, qu'on était en train de vivre parce qu'on n'allait quand même pas parler d'autre chose.

Mais les étudiants ne voulaient pas compter les morts. Donc, on a essayé de travailler ensemble sur un média qu'on a appelé le « Pangolin ». Pauvre pangolin, qui n'était finalement pour rien, mais qui traitait les différents aspects de la situation covid, sur un plan sociétal, comment on vit, comment on vit confinés, les impacts psychologiques du confinement.

Ce genre de choses, quoi lire pendant le confinement. Enfin, il y a eu différents sujets plutôt sérieux sur différents modes. Évidemment, les étudiants en télé voulaient faire de la télé, les étudiants en radio voulaient faire du podcast.

Et l'idée, c'était aussi de leur faire confiance pour qu'ils adhèrent au projet qu'ils n'avaient pas choisi. Nous corrigeons a posteriori, c'est à dire qu'on leur laisse la liberté journalistique de



publier. Nous, on se donnait la liberté pédagogique de supprimer un article s'il n'allait pas et nous ne l'avons jamais fait

Après, on débattait des angles pendant la conférence de rédaction le matin et on découvrait les articles le soir. C'était vraiment assez simple, mais nous n'avons à aucun moment relu les papiers avant publication.

Ça les a énormément responsabilisés et nous n'avons pas eu un seul problème.

On a vraiment joué l'expérience de la création d'un média sur cette période qui devait durer au départ trois semaines et qui a duré quand même un peu plus de trois mois. Donc, on a eu le temps de jouer ensemble.

Pascal GUENEE, Directeur de à l'IPJ (Institut Pratique du Journalisme) Université Paris Dauphine et Président de la Conférence des écoles de journalisme en France

Une opportunité de réfléchir ensemble sur nos enseignements

Il y a quatorze écoles accréditées en France qui forment un collectif, la Conférence des écoles de journalisme qui s'est réunie le vendredi qui a précédé le confinement

J'ai pris l'initiative de réunir les écoles et tout le monde était là sous forme d'une réunion Zoom et on a décidé que le temps de la pandémie, on se réunirait le mercredi matin de neuf à 10 h pour échanger sur tous les problèmes.

Toutes nos initiatives et tous les soucis étaient relayés vers notre tutelle, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui n'était pas toujours très, très conscient de la spécificité des cursus de formation en journalisme.

Depuis cette date, on se réunit tous les mercredis et on a continué à le faire jusqu'à présent.

Alors qu'on était tous en compétition les uns avec les autres, ces réunions ont permis de mieux nous connaître et de voir ce qu'on pouvait faire ensemble, ce qui nous rapprochait.

On a dû par exemple négocier pour faire revenir nos étudiants. Leur permettre d'aller sur le terrain. C'était interdit puisqu'il y a eu un contrôle administratif extrêmement fort en France par les autorités qui n'ont pas laissé l'autonomie aux présidents d'université de décider quelles formations pouvaient aller sur le terrain ou pas.



Une avancée pour le collectif



Ce sont des changements qui vont profondément modifier la façon dont on se vit individuellement et collectivement. Un exemple : on avait des modalités de concours qui étaient des concours écrits avec des salles, des épreuves, etc.. que le Ministère nous a demandé d'adapter. Certaines écoles avaient déjà fait une partie du travail. Nous avons partagé le savoir-faire et proposé de nouvelles modalités de recrutement. Tous ensemble.

On a gagné dans le collectif quelque chose d'absolument incroyable parce qu'on a été capable, en moins de quatre semaines, en trois semaines, de modifier complètement le mode de recrutement qui avait été un mode extrêmement ancien chez nous.

On est passé complètement autre chose. On est évidemment en compétition les uns avec les autres, mais la coopération entre nous est beaucoup plus forte. On s'est rendu compte qu'on était une discipline extrêmement fragile vis-à-vis du Ministère qui gère 100 000 étudiants et sait gérer des millions d'étudiants. Mais des formations, les quatorze écoles au total, c'est entre 500 étudiants et 600 étudiants, la moitié des cartes de presse en France. Nous avons des besoins et des spécificités propres. On se rend compte maintenant que c'est quelque chose qu'on doit défendre, ensemble et particulièrement dans la période qu'on vit.

Traumatisme chez les étudiants

Comme on l'a déjà dit, je conclurai sur le traumatisme vécu et subit par les étudiants dont peu soupçonnent l'ampleur. La santé mentale des étudiants est un vrai problème et un vrai souci. Je pense qu'on n'est qu'au début de constater les dégâts terribles qui vont avoir pour ces jeunes générations. On en a bien sûr tous des premiers signes, mais je pense que là, il va falloir un bon moment avant qu'on revienne à quelque chose qui soit de l'ordre de la possibilité de dialoguer avec eux sur l'insertion d'un peu de distance dans nos enseignements.

Abdellatif BENSFIA, Directeur de l'ISIC (Institut supérieur de l'Information et de la Communication) – Rabat

La crise a été le révélateur de la fragilité de nos enseignements mais aussi d'une certaine capacité à être solidaires

Si j'ai à retenir quelque chose de cette expérience de la Covid c'est trois choses :

1. C'est à quel point nous nous sommes rendu compte de notre fragilité. Professionnel et personnel. Mais aussi à quel point nous nous sommes rendu compte de notre pouvoir et notre bonne volonté de solidarité.

2. Nous avons constaté que les médias publics ont été au-devant pour mener tout le travail d'information, de sensibilisation et même d'aller beaucoup plus loin pour porter un message coercitif qui correspondait à ce que les autorités voulaient imposer pour protéger la population et protéger le citoyen, la sécurité et bien sûr le corps de santé.
3. Mais il y a un autre élément à côté, c'est que le soutien de l'État à la presse était tellement important que ça nous a un peu fait revivre le phénomène que nous avons vécu pendant l'âge d'or de la presse marocaine dans les années 90

J'ai parlé de la fragilité tout à l'heure, c'est à dire nous nous sommes rendu compte que la crise nous a été imposée et qu'on n'était pas équipé, qu'on n'était pas préparé et qu'on n'avait pas le savoir-faire nécessaire.

Un autre élément à souligner c'est cet engouement, cette solidarité qui s'est développée d'un coup entre les institutions de formation universitaire. Il est vrai qu'à Rabat, on se connaissait pas, on se parlait rarement. Mais là, on s'est ouvert à parler pratiquement tous les jours et à s'entraider. Ça a développé en nous la capacité de faire face et de faire bloc.

La problématique des étudiants, la détresse chez quelques-uns

Nous nous sommes rendu compte que le présentiel représentait un besoin social. Les difficultés rencontrées par certains d'entre eux ne pouvait pas nous laisser indifférents.

Il y en a qui vivent avec leurs parents dans une pièce ou deux et qui n'arrivent pas à avoir cette intimité qui ne leur permet ni de suivre le cours et ni de travailler alors qu'on ne leur demande pas mal de choses.

Et cette fragilité nous a vraiment rendus, comment dire? Non seulement forts, parce que avec les étudiants, avec le développement des réseaux de communication, avec l'implication à la fois des étudiants et du personnel et du corps enseignant, nous avons pu créer cette espèce de carapace psychologique, si vous voulez même qui nous a permis quand même de continuer. La pandémie nous a rendus finalement très proches les uns des autres. Jamais on n'a été aussi proche de nos étudiants, de nos personnels et de nos enseignants

Il y a des étudiants qui ont voulu se suicider. Et le fait d'être proche, ce n'est pas uniquement de multiplier les canaux de communication.

Mais quand même, on a joué le jeu. Nous avons eu d'autres difficultés, pas uniquement au niveau des étudiants, mais aussi au niveau du personnel. Malgré leurs grandes qualités, nous avons dû les former pour le télétravail.

Il a fallu aussi trouver le moyen de mobiliser à la fois les étudiants et les professeurs autour de projets.



Je pense que l'investissement dans l'être humain est beaucoup plus important que l'institution ou l'investissement dans l'équipement ou dans les meubles ou dans les procédures.

L'occasion de revoir nos cursus

Nous avons enfin profité de la crise pour effectuer une refonte d'une partie de nos cursus. C'est aussi un stimulus pour aller de l'avant. Alors, on a lancé deux grands projets un projet de refonte de l'enseignement des langues et du réseau informatique

Nous n'avons pas que les cours à gérer. Il y avait les cours, il y avait les évaluations, il y avait les concours.

Nous avons renoncé au stage parce que, comme disait tout à l'heure Hamida, les entreprises et les institutions médiatiques refusaient de recevoir les étudiants.

Il y a aussi les examens qui se faisaient à distance, mais nous avons découvert que le taux de plagiat. Du coup, qu'est-ce qu'on a fait ? On a passé des accords avec des institutions spécialisées pour avoir des codes anti-plagiat ;
Mais d'une manière générale, on est sorti grandi de cette expérience.

Sami Oueslati, Directeur du département Formation au CAPJC (Centre Africain de Perfectionnement de journalistes et Communicateurs) - Tunis

Une déjà longue expérience dans les formations au journalisme de santé

Le CAPJC propose depuis longtemps des formations en journalisme de santé. Il a même proposé d'accueillir des cycles de formation des clubs de presse pour trouver des journalistes qui sont vraiment très motivés et la création d'une plateforme de débats sur les questions de santé où on invite un expert une fois par mois à une petite réunion, un échange, un débat.

Malheureusement, toutes ces initiatives recueillent peu de retours positifs parmi les journalistes. Il y a vraiment des questions à se poser sur le manque d'intérêt des journalistes aux questions de santé et de manière plus générale aux questions scientifiques.

La mise sur pied de formations et de débats

Au début on était très mal organisé, mais rapidement on s'est repris et on s'est lancé avec nos partenaires habituels dans l'organisation de conférences en ligne à travers Facebook Live. La première, le premier débat, c'était l'infodémie, une pandémie d'Infox qui menace les populations parce qu'on avait besoin vraiment de distinguer le vrai du faux mais aussi exposer



les problèmes qu'allaient rencontrer les journalistes dans le cadre de la couverture de l'épidémie Covid19.

Après, on a organisé un débat sur le phénomène migratoire pendant la pandémie à la frontière lybano-tunisienne.

Ensuite, un nouveau débat sur l'avenir de la Tunisie après le coronavirus.

Enfin, le dernier Facebook Live qu'on a réalisé portait sur les changements climatiques et les conséquences sur l'apparition de nouvelles maladies.

Réticences sur les formations en présentiel

Pendant ces trois mois aussi, nous avons essayé avec nos partenaires d'organiser les formations qui étaient déjà programmées, notamment une organisée avec le Forum des fédérations du Canada sur le leadership féminin. Nous avons vraiment rencontré des problèmes par rapport à la réticence des journalistes qui nous ont proposé de continuer les formations en ligne. Mais là aussi c'était quasi impossible.

Il y avait bien sûr des raisons logistiques. Les journalistes étaient débordés et ne pouvaient pas consacrer 4 h à la formation. Ils avaient leur travail en parallèle.

Il y avait aussi un manque d'infrastructure et de logistique. Nous aurions dû instaurer une plateforme en ligne depuis longtemps mais nous avons eu des problèmes budgétaires. On a dû abandonner ce projet qui s'avère vraiment pourtant nécessaire pour continuer à s'adapter aux temps de crise.

Par contre, une autre offre, une autre expérience qu'on a eue avec la Deutsche Welle Académie, mais cette fois-ci, elle a réussi parce que la thématique était différente. C'était vraiment la formation des formateurs en ligne, donc on a eu un noyau de journalistes qu'on a formés dans le cadre du Programme d'appui aux médias en Tunisie.

Ici, pas de résistance ou réticence. Tous les participants étaient emballés et ont suivi l'entièreté de la formation, en présentiel et en distanciel.

Vraiment, c'était une réussite par rapport à la formation en ligne. Après le confinement, on a repris le présentiel et on a commencé vraiment à travailler sur tout ce qui est en rapport au digital et aux techniques basiques du journalisme web.

Au départ de notre expérience en Tunisie, les formations en ligne pour les journalistes tunisiens devraient être une solution mais il reste des obstacles à surmonter.

Les problèmes d'infrastructures, de connexion Internet chez eux, de disponibilité ont été évoqués par beaucoup de journalistes. Donc, le constat que nous faisons par rapport aux formations continues professionnelles pour les journalistes, c'est que vraiment, le présentiel reste l'axe de travail.



Nous sommes un peu sceptiques par rapport à l'instauration de plateformes en ligne pour des journalistes professionnels. C'est notre impression jusqu'à maintenant. Et vraiment, il y a une grande réticence par rapport à ça.

Méfiance vis-à-vis des médias et journalisme de solution.

Il faut aussi penser à étudier l'impact des réseaux sociaux sur les médias en général en temps de crise, parce qu'on a constaté également que vraiment, il y a des pages Facebook qui remplacent les médias auprès des gens. Il y a un manque de confiance par rapport aux médias, notamment dans la couverture de la gestion du coronavirus.

C'est quoi finalement le rôle du journaliste dans ces crises-là ? Vraiment, il faut se poser ces questions-là. Et l'une des solutions, peut-être, c'est le journalisme de solution. Le CAPJC actuellement essaye de travailler sur cette thématique-là.

Le journalisme de solutions. Il ne s'agit pas uniquement de poser le problème, mais il s'agit aussi d'essayer de contribuer à la résolution de ce problème.

Marc-François BERNIER Professeur titulaire au Département de communication de l'Université d'Ottawa – Canada

Le choix du distanciel

Je vais peut-être plus vous parler de l'impact que ça a eu sur la formation théorique. Tout d'abord, on avait la chance d'avoir déjà beaucoup d'outils informatiques. On avait déjà des cours sur les plateformes. On avait quand même des avantages structurels et technologiques dès le départ.

Nous entreprenons bientôt le retour en classe. Ce qui est surprenant, c'est qu'on pense toujours que nos étudiants en ont marre du distanciel mais la majorité a choisi d'y rester.

Certains enseignants ont choisi le bi modal. Donc, j'étais surpris parce que je m'attendais à ce que tout le monde se précipite sur le campus de l'université.

Ce n'est pas ce qui se passe. Il faut dire que le fait de pouvoir étudier chez soi pour certains étudiants représente des économies. Nous avons eu la chance de se retourner rapidement, on avait déjà des plateformes qui s'appelle Bright Space. J'imagine que ça a d'autres noms ailleurs. On avait déjà des plateformes très performantes sur lesquelles on a intégré Zoom

Ce que je voulais mentionner aussi, c'est que malgré tout ça. Mais on a une augmentation de nos inscriptions en journalisme. Moi, je m'attendais à ce qu'il y ait peut-être une sorte de lassitude que nos étudiants de première année ne reviennent pas, aillent ailleurs, que le fait d'avoir des formations à distance soit décourageant pour bien des jeunes qui profitent souvent des universités pour sortir de chez eux, aller ailleurs que chez les parents. Et on n'a pas connu ça. On a connu une augmentation de nos inscriptions, à tout le moins dans le cursus francophone, parce qu'on a aussi un cursus anglophone.

La réactivité de l'université

Tout à l'heure, vous avez parlé de la faiblesse de la formation scientifique des journalistes. C'est sans doute vrai.

Nous avons voulu très rapidement palier à ce manque.

Par exemple, en intégrant un séminaire en quatrième année de journalisme de santé et sciences. Le but était de rendre encore plus solide cette formation scientifique qu'on avait déjà au demeurant. Cela s'ajoutait aux cours de méthodologie, de la recherche, de méthodes quantitatives, de méthodes d'enquête des sciences sociales.

Nous avons aussi la chance d'avoir l'Agence Science-Presses qui est une agence qui existe depuis des années. Ce sont des journalistes autonomes et indépendants qui fournissent du matériel scientifique aux médias.

Là, il y avait déjà une brigade de journalistes scientifiques qui existait et dont les contenus étaient diffusés par les grands médias, ce qui a aidé beaucoup à combattre certaines désinformations.

Grace à ces outils, nous avons pu non seulement maintenir le niveau de formation mais aussi son attractivité. Donc, la pandémie nous a obligé rapidement à faire plus de numérique, ce qu'on faisait assez bien. Ce n'était pas le problème. Le problème, c'est pour nos étudiants qui accumulent les cours en ligne.

Suivre un cours de 3 h par année par semaine en distanciel, ça va. Cinq cours de 3 h par semaine, ce n'est plus la même chose, ça devient lourd et donc il a fallu qu'on s'adapte. Mais globalement ça s'est bien passé.

Ils ont eu le choix entre le présentiel et l'enseignement à distance et la majorité de mes étudiants, dans mon cours d'éthique à tout le moins, ont choisi l'enseignement à distance. Il est vrai que ce cours a lieu à 8H30 le matin, en plein hiver.

Peut-être que plusieurs préfèrent être au chaud dans leur pyjama à 8H30 le matin que de se mettre le nez dehors à -20 degrés Celsius. Il se peut que ça soit plus la température que l'attrait du cours qui ait joué dans ce cas-là?



Un marché attractif et des emplois garantis



Peut-être qu'ici, l'importance du journalisme a été et c'est une bonne chose, valorisé dans cette crise. Un autre phénomène que nous vivons au Québec et au Canada depuis trois, quatre ans, c'est qu'il y a pénurie de main d'œuvre, c'est à dire que tous nos étudiants trouvent des emplois immédiatement, si bien qu'on a beaucoup de journalistes venant de France depuis quelques années. On l'entend, on le voit, on entend la radio, on le voit à la télévision.

Il y a des accents qui sont différents depuis quelques années et d'Afrique également. Donc, il y a peut-être aussi, chez ceux qui conseillent les étudiants dans leur profession, de choisir le métier de journaliste qui était la profession qui ne constituait pas un choix évident il y a sept ou huit ou dix ans.

CONCLUSIONS – Jean-François RASKIN, Président du Réseau Théophraste et Administrateur général IHECS – Bruxelles

Merci beaucoup à vous toutes et tous pour votre participation.

Nos institutions ont été mises à rudes épreuves ces derniers mois.

La question de l'adaptation de nos pédagogies à une nouvelle réalité, notamment celle du confinement, a été au cœur de nos réflexions. Nous avons toutes et tous mis en place des systèmes hybrides, bi modal, des ateliers en parie en distanciel avec une autonomie accrue des étudiants.

Nous avons toutes et tous été sensibilisé à la détresse des étudiantes et étudiants, aux déficits d'infrastructure soit constatés au niveau de nos institutions soit au niveau des étudiants. Et parfois les deux

Très intéressant cette réflexion aussi sur le type de journalisme qui est en train de se dessiner pour l'avenir, notamment le journalisme de solutions.

On a besoin aussi, peut-être, de réfléchir sur les contenus de nos formations parce qu'apporter une solution pour un journaliste ou en tout cas aider à découvrir la solution, ça nécessite aussi d'avoir des apprentissages, des connaissances et des compétences. Il faut pouvoir réfléchir sereinement à ce que nous faisons au jourd'hui, humblement. Mais aussi voir ce que nous pouvons faire ensemble.

Voir, comme c'était prévu, s'il n'y avait pas moyen de le mettre à disposition des cours et des contenus au bénéfice de tous. On développe des cours en distanciel qui pourraient être mis sur des plateformes et les rendre disponibles.

Ces contenus sont par ailleurs de plus en plus dynamiques et attractifs.



Nous sommes vraisemblablement à un tournant important dans la manière d'envisager la formation des futurs journalistes, des contenus à enseigner, d'une plus grande ouverture vers des disciplines qui ne sont pas aujourd'hui privilégiées, d'une rigueur encore accrue dans l'approche de l'investigation et l'interrogation. Le travail pour maintenir la confiance vis-à-vis des médias et l'améliorer, dans nos univers hyper concurrentiels, exigera de nous la plus grande attention et la plus grande réactivité.

C'est ce à quoi nous nous attèlerons dans les prochains mois et les prochaines années.

Rapport rédigé par Jean-François Raskin, administrateur général de l'IHECS et Président du Réseau Theophraste et Amandine Bisqueret, chargée de communication pour l'IHECS et secrétaire pour le Réseau Théophraste.